

LES NOUVEAUX CARNETS DE L'AITEC

Le 28 février 2014



EDITO

Mobilisation contre le traité transatlantique entre les États-Unis et l'Union européenne ; campagnes en amont des élections législatives européennes ; déclaration alternative pour le Forum Urbain Mondial 2014 ; manifestations de protestation contre le MIPIM (Marché International des Professionnels de l'Immobilier)... La multiplicité de ces initiatives s'inscrit dans la diversité des expertises portées par l'Aitec.

Alors que l'Aitec est sollicitée par de nombreux mouvements, sur un grand nombre de thématiques, la mobilisation de ses membres est plus que jamais nécessaire.

La déclaration de l'Aitec pour le Forum Urbain Mondial a prouvé qu'une remobilisation de membres « historiques » était possible. De nombreuses contributions et participations ont permis de rendre cette déclaration complète et assez représentative. Elle permettra de lancer un processus de discussion vers une déclaration commune à plusieurs mouvements, en préparation de plusieurs événements clés (Habitat 3 dans deux ans ou encore le Forum Social Mondial à Tunis en mars 2015).

L'Aitec peut donc jouer un rôle mobilisateur, et le travail sur cette déclaration l'a montré. Cependant, sans une mobilisation accrue de ses membres sur d'autres chantiers de travail, certaines initiatives ou mobilisations manquent de soutien. Il est donc nécessaire de prendre en compte les priorités stratégiques liées au contexte politique et économique actuel, et mobiliser, remobiliser pour assurer une plus forte coordination et cohésion avec nos divers alliés.

C'est dans cette perspective que notre lettre d'information permet de montrer la transversalité de nos activités, de renforcer le lien entre les différentes initiatives et d'insister sur la nécessité de l'engagement actif des membres de l'Aitec

Un réseau de professionnels, de chercheurs et de citoyens engagés dans le mouvement social. Une expertise citoyenne et des propositions alternatives sur l'habitat, le commerce, la financiarisation des ressources naturelles.

L'AGENDA

Réunion transatlantique contre le PTCI (TTIP)

Les 11 et 12 mars à Bruxelles

Mobilisation européenne contre le MIPIM

Le 12 mars à Cannes

Débat public sur les accords de Libre échange UE- Colombie/Pérou

Le 24 avril à 18h30

À la Bourse du Travail

Université d'été de la Solidarité Internationale du CRID

Du 2 au 5 juillet à Nantes

Université européenne d'ATTAC

Du 19 au 23 août à Paris

LES ACTIVITES DE L'AITEC

Habitat logement

Actualité du droit au logement : Basta ! Aitec

La page « L'actualité du droit au logement » est éditée dans le cadre d'un partenariat entre l'Aitec et le site Bastamag, édité par l'association Alter-médias. Le site Basta a récemment subi d'importantes transformations pour un plus grand confort des lecteurs et fonctionne désormais par dossier, dont le dossier logement.

Les dernières parutions sur le site :



Quartiers populaires : des habitants mobilisés contre les briseurs de rêves (La Villeneuve)

Les habitants du quartier de la Villeneuve à Grenoble se rebiffent. La diffusion fin septembre d'un reportage de France 2 « La Villeneuve, un rêve brisé » a suscité émoi et colère dans la population. Des réactions d'autant plus fortes que depuis de longs mois une mobilisation locale se fait jour pour proposer un projet social et urbain pour le quartier. Loin des clichés d'un quartier dévasté, les habitants se veulent force de propositions, sur l'habitat, l'éducation, la culture.

<http://www.bastamag.net/Quartiers-populaires-des-habitants>

Logement : « Les gens sont dans la merde et la réponse donnée n'est pas suffisante »

Les chômeurs d'aujourd'hui seront les mal-logés de demain. C'est ce que craint la Fondation Abbé Pierre qui publie ce 31 janvier son rapport annuel sur le mal-logement. La France compte déjà 3,5 millions d'habitants précaires et connaît une hausse importante de sans-abris. Qu'advient-il demain avec 5,5 millions de personnes inscrites au Pôle emploi ? Si plusieurs mesures législatives récemment proposées par le ministère du Logement semblent aller dans le bon sens, les réponses rapides à l'urgence sociale font défaut, pendant que les expulsions locatives augmentent. Comme sur le chômage, le gouvernement semble incapable d'agir à la mesure de l'enjeu.

<http://www.bastamag.net/Logement-Les-gens-sont-dans-la>

Précarité énergétique : quand votre maison vous rend malade

Quatre millions de logements en France sont des « passoires thermiques ». Ces logements impossibles à chauffer rendent leurs habitants malades, compliquant la vie quotidienne de personnes souvent précaires. Le lien entre précarité énergétique et santé a fait l'objet de deux études, aujourd'hui reprises par la Fondation Abbé Pierre. Des mesures viennent d'être proposées par le gouvernement dans le cadre du Plan de rénovation énergétique des logements. Pour venir à bout, enfin, de ce grave problème sanitaire ?

<http://www.bastamag.net/Precarite-energetique-quand-votre>

Mobilisation contre le MIPIM

Le MIPIM, (Marché International des Professionnels de l'Immobilier) se tiendra à Cannes au Palais des congrès, du 11 au 14 mars prochains. 20,000 personnes en moyenne, investisseurs, promoteurs, collectivités publiques, banques,..., font des affaires pendant 4 jours....

Les collectivités publiques vendent des terrains et des grands projets d'urbanisme aux promoteurs. Les promoteurs vendent à des investisseurs, lesquels empruntent aux banques, puis louent ou vendent aux accédants. Pendant ce temps, les juristes, les fiscalistes et les urbanistes s'échangent les bonnes recettes pour faire monter les prix, déréguler les loyers, placer les profits dans les paradis fiscaux, lesquels sont réinvestis dans un autre programme immobilier, net d'impôt

Tout se vend au MIPIM, le patrimoine des États et des collectivités territoriales, les quartiers populaires centraux ou périphériques comme à Moscou, Paris, Istanbul, Berlin, Londres, Dublin, Varsovie, Budapest... et bien d'autres encore : des terrains sur lesquels sont implantés des bidonvilles, à Mumbai, Luanda, Rio de Janeiro, ou Sao Paolo. Les terrains des déguerpis de Bamako, de Ouagadougou...

Les investissements immobiliers et la spéculation qui en découle conduisent à l'expulsion des populations les plus pauvres des terrains ou zones convoités, parfois avec le soutien de la police, parfois de l'armée et même à renfort de législations criminalisant les sans-abris (comme en Hongrie). Les MIPIM ont participé au surgissement de crises, qui ébranlent les économies et appauvrissent les peuples. En effet, les crises sont apparues après l'éclatement de bulles immobilières, qui aujourd'hui menacent la France, la Chine, le Brésil ou encore la Russie. La crise immobilière des États-Unis mis à la rue 4 millions de familles. En Espagne, elle entraîne des milliers de suicides.... C'est la politique de la terre brûlée...

Le mercredi 12 mars 2014, dans de nombreux pays européens, des initiatives seront menées pour dénoncer la vente à des spéculateurs des quartiers, du patrimoine public et les conséquences pour les habitants-es. Le même jour, à Cannes, des militants-es de chaque pays viendront mettre en accusation le marché immobilier et foncier ainsi que les politiques libérales de l'Europe, responsables de la crise du logement. Les mouvements représentés apporteront leurs propositions et exigences.

Pour en savoir plus sur la mobilisation contre le MIPIM et voir la déclaration européenne en entier :

<http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1369>

Déclaration de l'AITEC pour une démarche alternative au Forum Urbain Mondial 2014

L'AITEC a engagé la rédaction d'une déclaration pour réagir au concept paper officiel rédigé par UN habitat pour le Forum urbain mondial qui doit avoir lieu à Medellin du 7 au 14 avril 2014.

Vous trouverez [ici](#) la dernière version de la déclaration de l'AITEC pour le Forum urbain mondial de Medellin (il est encore possible d'intégrer des corrections si elles arrivent très vite). Dès qu'elle sera traduite en anglais et en espagnol, nous l'enverrons sur les réseaux et elle sera disponible et reprise sur place. L'objectif est que notre déclaration serve à lancer un processus de discussion pour une déclaration commune à plusieurs mouvements, pour Habitat 3 dans deux ans avec un relai qui pourrait avoir lieu au Forum Social Mondial à Tunis en mars 2015.

L'Aitec organisera une réunion large après Medellin (en avril 2014) pour tirer le bilan du Forum urbain mondial et reprendre notre déclaration dans la perspective de Habitat 3.

Commerce-finance

Politiques commerciales de l'UE

La campagne Stop-TAFTA et les négociations du traité de libre échange UE-US

Les 12 et 13 décembre derniers s'est tenue la première réunion stratégique européenne contre le TAFTA. Plus de 60 groupes et associations de différents pays européens y ont participé. Ont émergé quelques grandes questions, qui pourraient structurer des campagnes et initiatives communes dans les mois à venir :

- Le manque de transparence et la nature anti-démocratique du processus de négociation et de décision relatif au partenariat transatlantique ;
- l'ISDS (mécanisme de règlement des différends investisseurs-États) et les impacts sur le droit de régulation des autorités publiques (verrouillé dans les faits) ;
- Avantages des multinationales dans les clauses de l'accord.

Les approches stratégiques peuvent néanmoins différer. Si certains souhaitent faire échouer le TAFTA , d'autres ont des inquiétudes ciblées ou défendent des lignes rouges à ne pas franchir dans l'accord. Malgré ces divergences, la réunion a permis de créer des liens entre les stratégies, en proposant cinq messages clés pour la campagne :

- NON à ISDS
- NON à la coopération sur les régulations
- Demande de transparence absolue
- NON à la dérégulation (agriculture, services publics, secteur financier.)

Il est nécessaire de proposer des alternatives, et le **Mandat Commercial Alternatif** pourrait servir de campagne d'appui. D'autre part, les organisations ont décidé d'allier leurs efforts pour des échéances et activités clés: les élections européennes de mai 2014, les différents cycles de négociation du TAFTA (le prochain en mars), les questions agricoles, les journées d'actions et le travail avec les syndicats.

Du côté des acteurs des négociations, lors sa visite d'État à la Maison Blanche le 11 février , le président Hollande a déclaré que l'Union Européenne et les États-Unis avaient intérêt à aller « vite » dans les négociations pour le traité transatlantique. Cet appel à la rapidité dans la conclusion du « Partenariat » trahit le malaise des gouvernements de part et d'autre de l'Atlantique face aux multiples voix qui se soulèvent (y compris au sein de leurs majorités respectives) contre des accords qui auront des conséquences catastrophiques sur l'économie (notamment l'agriculture), les normes environnementales, mais qui affaibliront gravement la souveraineté politique des États face aux entreprises.

Le président Obama n'a pas encore obtenu la mise en place du « Fast Track » (processus qui limite l'espace laissé au Congrès dans le processus, lui laissant seulement la possibilité de dire « oui » ou « non » aux propositions d'accords, alors qu'il a aujourd'hui un pouvoir beaucoup plus grand que le Parlement européen en la matière). Il est donc envisageable que le processus de négociations américain soit ralenti. Si cette opposition au processus accéléré se confirmait, la physionomie de l'accord pourrait évoluer, sans remise en cause du principe pour l'heure puisque c'est seulement la méthode qui est en question. En attendant, les américains poursuivent les pourparlers. Un nouveau cycle de négociations est prévu du 10 au 14 mars prochains à Bruxelles, suivi d'un sommet UE-USA (26 mars) où le sujet sera discuté informellement.

Lors de ce nouveau round de négociations, se tiendra, à Bruxelles, la première réunion stratégique transatlantique, à laquelle devraient participer une vingtaine d'organisations américaines. Cette rencontre initiera et renforcera la coopération entre les groupes et mouvements des deux côtés de l'atlantique, et devrait tracer des perspectives concrètes de travail et de mobilisation pour les mois à venir.

Pour plus de détails : <http://www.thenation.com/blog/177869/fast-track-less-democracy-and-more-economic-dislocation>

Contre la ratification des Accords UE-Colombie/Pérou

Le 11 décembre 2012, le Parlement européen a voté la ratification de l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne, la Colombie et le Pérou, et l'Accord d'association entre l'Union européenne et l'Amérique centrale, malgré l'opposition depuis plus de 4 ans de plus de 160 organisations européennes et latino-américaines. Nos organisations associatives et syndicales ont alerté à plusieurs reprises (voir [ici](#)) le gouvernement français et les eurodéputés sur les conséquences dramatiques de ces accords pour les droits de l'Homme, les droits sociaux, les droits des peuples autochtones et des paysans-ne-s, l'environnement, et l'intégration régionale de ces pays. De surcroît, les mesures promues par ces accords renforceront le modèle de libéralisation financière pourtant au cœur de la crise européenne, et aggraveront les risques de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale comme le démontre le rapport de l'organisation SOMO ([lien vers le rapport](#)).

Pour être définitivement adoptés, ces accords doivent à présent être ratifiés par l'ensemble des 28 États-membres de l'Union européenne. Il suffit qu'un seul vote contre pour que ces accords n'entrent pas en vigueur. C'est pourquoi l'Aitec, en partenariat avec différentes associations et syndicats (France Amérique Latine, Terre des Hommes, la CGT etc...) mène une campagne de non-ratification au niveau français.

Le 27 novembre dernier, l'Aitec a organisé dans cette perspective un débat à l'Assemblée Nationale. Ce débat a rassemblé différents parlementaires et organisations, afin de faire progresser les voix qui s'opposent à ces Accords aux conséquences inacceptables.

La campagne contre ces accords se poursuit, et l'Aitec, avec les membres de la campagne française, organise le 24 avril un débat public sur les enjeux de ces accords. L'objectif est que nos organisations invitent des députés et experts afin de relancer le débat sur les enjeux que représentent ces accords en termes d'intégration régionale, de déséquilibre commercial « nord/sud », de renforcement des industries extractives, des droits de l'homme et de la souveraineté alimentaire, pour ne citer que quelques exemples. Il s'agit d'informer au maximum les députés qui seront prochainement amenés à voter pour ou contre ces accords, et de les confronter aux contradictions qui se posent à eux dans le cadre d'une politique néolibérale incarnée par ces Accords de Libre Échange.

L'agenda du vote au niveau français n'est pas encore fixé, c'est pourquoi il est important de continuer à informer et débattre, pour que les députés français n'ignorent pas les conséquences de leur vote.

Campagne élections européennes : pour un Mandat Commercial Alternatif

Dans la perspective des élections législatives européennes qui auront lieu en mai, l'Aitec fait campagne pour une autre politique commerciale européenne, en partenariat avec l'Alliance européenne pour un Mandat Commercial Alternatif ([lien](#)) et Ritimo ([lien](#)).

L'Aitec publie à cette occasion une brochure intitulée : "Pour un mandat commercial alternatif de l'Union européenne. Et si le commerce était garant de la justice sociale, de la redistribution équitable des richesses et du respect de l'environnement ?" (cliquer [ici](#) pour consulter la brochure). Elle synthétise les principes et propositions du document publié par l'Alliance européenne. La brochure sera diffusée en France à travers le réseau Ritimo, et des rencontres et débats seront organisés avec les centres intéressés.

Pour rompre avec le modèle actuel des Accords de Libre Échange et d'investissements nous présentons de nouveaux principes et propositions pour une politique commerciale qui soit juste socialement et écologiquement. Nous proposons une procédure entièrement nouvelle pour initier, négocier et conclure des accords commerciaux, procédure qui donnera un rôle beaucoup plus central aux citoyens, à la société civile et aux Parlements. Les propositions s'articulent autour de sept thématiques touchant à la politique commerciale : l'industrie alimentaire, le rôle des États, les politiques d'investissement, la finance, la gestion des matières premières,



le changement climatique, et les services publics. Pour chaque thématique sont proposées des stratégies différentes. Par exemple, le remplacement de l'économie agricole tournée vers l'exportation par une politique d'auto-suffisance pour les productions qui peuvent être faites localement. La vision du Mandat s'articule autour des objectifs suivants :

- Assurer l'ouverture et la transparence des processus décisionnels
- Renforcer le rôle des Parlements
- Assurer une participation significative de la société civile
- Empêcher la confiscation du pouvoir par le monde des affaires

Notre campagne se poursuivra avec l'interpellation des candidats aux élections européennes, notamment par la diffusion d'une promesse d'engagement sur une ou plusieurs des propositions du Mandat. Elle accompagne également la campagne européenne d'Alter-EU sur la transparence des pratiques de lobbying ([lien](#)). En effet, une de nos revendications est la transparence des processus de prise de décisions, notamment dans le cadre des Accords de libre Échange, pour mettre fin à l'opacité des relations entre grands groupes privés et décideurs politiques européens. Pour en savoir plus ou pour rejoindre la campagne Alter-EU, cliquez [ici](#).

Accords de Partenariats Économique et sommet Afrique-Europe : des enjeux cruciaux sous-estimés

Le 24 janvier 2014, l'UE et les pays d'Afrique de l'ouest ont signé un Accord de Partenariat Économique (APE) régional contre lequel l'Aitec et ses partenaires sont engagés depuis de nombreuses années. La mobilisation des organisations de la société civile européennes aux côtés des mouvements sociaux et citoyens des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique se poursuit sur ce dossier. Les mobilisations s'organisent pour l'heure en résistance à l'imposition de la date butoir de septembre 2014 : au delà de cette date, les pays ACP non-PMA qui n'auraient engagé la signature d'un APE tomberaient alors dans le régime général de l'OMC, sans considération de leurs besoins spécifiques de développement. Dans ce contexte, le réseau Stop APE organisera une journée d'information et de mobilisation à Bruxelles, le 2 avril prochain, à l'occasion du sommet Union Européenne-Union Africaine.

Le 14 février, en réponse à cette signature, et à la suite d'une concertation de deux jours, la société civile d'Afrique de l'Ouest a présenté une déclaration sur ces Accords. Elle insiste sur le manque de prise en compte de leurs revendications dans la signature de cet accord devenu régional.

D'abord, la menace de pertes de revenu considérables pour les États africains suite à la mise en œuvre des APE n'a pas été considéré par les négociateurs. Selon une étude de la Commission Économique pour l'Afrique, une perte de revenu de l'ordre de 1,8 milliards de dollars devrait toucher l'Afrique de l'Ouest à la suite de ces accords. Comme contrepartie, l'UE s'engage à mettre à disposition des pays d'Afrique de l'ouest un fonds 6,5 milliards d'euros sur 5 ans, dénoncé par la société civile comme étant un simple recyclage de fonds déjà existants, et parce que, par ailleurs, ses procédures d'attribution extrêmement difficiles.

Surtout, la signature de ces APE menace l'intégration régionale des pays d'Afrique de l'Ouest puisqu'elle pousse à un accord régional, « par défaut » pour éviter l'éclatement des relations commerciales. En réalité, ces accords empêcheront toute réflexion stratégique régionale sur la transformation structurelle de la région ainsi que toute stratégie régionale de gestion des matières premières.

Il était également important de considérer la mise en place d'un fond régional de solidarité entre les pays africains, ceci afin de compenser les pertes des États ; cela n'a pas été fait.

En particulier, ces accords obligeront de nombreux pays parmi les moins avancés à ouvrir largement leurs marchés (libéralisation de 95 % des produits), ceci entraînant une perte catastrophique des recettes fiscales des États. La rapidité avec laquelle cette ouverture des marchés est prévue (15 ans) entravera le développement économique des pays africains, rendant impossible toute planification de transformation structurelle de l'économie africaine et le développement de stratégies sectorielles.



D'autre part, la clause de la nation la plus favorisée imposée dans les APE engage les pays africains à accorder à l'UE les mêmes préférences qu'aux autres pays partenaires (dont de nombreux pays du sud). Cela entravera la coopération et le commerce sud-sud, et réduira les marges de manœuvre économiques des pays africains.

Pour lire la déclaration complète de la société civile africaine, [cliquez ici](#). L'Union Africaine et l'Union européenne entament désormais un travail commun de préparation en vue du sommet Afrique-Europe les 2 et 3 avril 2014. En particulier, elles cherchent des points de convergence sur leurs agendas de développement post 2015. Les questions clés pour l'Afrique seront les suivantes : infrastructure, énergie, « économie verte », commerce, migration, paix et sécurité, investissement ainsi que la « transformation de l'Afrique ». Ces problématiques touchent directement les clauses comprises dans les APE, et les associations resteront vigilantes et engagées avant et pendant le sommet.

Pour plus de détails :

<http://www.africa-eu-partnership.org/newsroom/all-news/au-commission-and-eu-commission-emphasize->

Urgence climatique, justice sociale

Séminaire Climat du CRID

Les 30 et 31 janvier 2014, plus d'une centaine de personnes issues d'une soixantaine de groupes, organisations ou réseaux ont participé à un séminaire d'échanges et de réflexion organisé par Attac, le CRID et le RAC sur la question des mobilisations et stratégies des mouvements et organisations dans la perspective de la Conférence des Nations unies sur le climat Paris 2015.

Après des présentations sur le contenu et les limites des négociations internationales sur le climat (notamment en référence à la conférence de Varsovie), le débat était orienté sur les objectifs et stratégies des organisations pour la COP21 (et au-delà). Si le multilatéralisme onusien reste le cadre incontournable pour obtenir un accord international sur le climat, un accord à n'importe quel prix n'est pas acceptable. Des échanges ont été engagés sur les exigences pour un accord 2015 qui fasse sens au regard des enjeux de justice climatique, de transition écologique et sociale et de solidarité internationale.

Différent(e)s stratégies et leviers d'action à mettre en œuvre à cet égard ont été évoqués, tout comme des initiatives à prendre sur la base des leçons de Varsovie, des COP précédentes et de l'échec de Copenhague, et sur le positionnement même de la société civile par rapport aux échéances de l'ONU sur le climat. Quelles exigences avoir par rapport à l'Union européenne et au gouvernement français ? Comment mobiliser les citoyens ? Comment rendre visible un autre agenda construit autour de luttes, du local à l'international, et d'alternatives au modèle dominant et aux « fausses solutions » ? Les discussions ont permis d'avancer collectivement et différentes pistes ont été évoquées pour faire de Paris 2015 un véritable point d'étape qui marque la période, cristallise un rapport de force favorable pour une action climatique ambitieuse et juste et transforme durablement les dynamiques politiques et sociales en la matière. A cet égard, il a été souligné que les enjeux logistiques sont loin d'être insignifiants. Si les discussions vont se poursuivre, il apparaît déjà clairement nécessaire de ne pas imposer le Bourget comme seul espace de rencontre et de mobilisation pour accueillir tout ou partie des initiatives lors de la COP21 en 2015.

Sur la base des acquis du séminaire des 30 et 31 janvier, Attac, le CRID et le RAC se sont engagés à proposer un nouveau séminaire de travail, large et ouvert, dans les deux mois. D'ici là se poursuivra le partage d'informations et la mise en visibilité des processus et campagnes en cours, dont le processus Alternatiba, afin d'étendre et renforcer l'intérêt et la mobilisation citoyenne pour la justice climatique, la transition écologique et sociale et la solidarité internationale. Conscients de la dimension mondiale des défis climatiques et de la COP21, un calendrier de travail sera proposé à tous les acteurs internationaux qui souhaitent s'engager pour faire des mobilisations citoyennes de Paris 2015 un succès international.

TEMPS FORTS DE L'AITEC ET MOBILISATIONS

Assemblée générale de l'Aitec

L'assemblée générale de l'Aitec s'est tenue le 19 décembre dernier. En dépit de la situation financière fragile de l'Aitec et de la nécessité de renforcer la continuité de ses activités, l'AG a montré la nécessité d'insister sur la richesse de ce que l'Aitec produit, la valeur ajoutée qu'elle apporte aux mouvements, où elle apparaît souvent en position de meneur. L'Aitec est en permanence sollicitée pour son expertise sur différents sujets, et reste toujours une référence d'expertise pour de nombreuses organisations. Nous avons débattu sur les activités stratégiques de l'Aitec, la spécificité de son approche transversale, ainsi que des questions de renouvellement générationnel et des « membres-bénévoles ».

Pour accéder au Procès Verbal complet de l'AG, cliquez [ici](#).

Réunion du Conseil International du Forum Social Mondial à Casablanca

La réunion du Conseil International s'est tenue du 16 au 18 décembre 2013 à Casablanca. Elle a réuni 140 participants, dont 45 femmes ; 47 membres du CI issus de 23 pays y ont participé. La réunion du Comité d'organisation du Forum Social Maghreb – Machrek qui a précédé le Conseil International a confirmé la vitalité des mouvements sociaux et citoyens de la Région engagés dans le processus. La Région est porteuse du processus des FSM et a confirmé son engagement dans son déploiement. L'évolution politique de la Région a été fortement débattue, et elle sera très présente dans les débats du FSM de 2015 à Tunis.

Le Processus ne faiblit pas. Il y a aujourd'hui plusieurs propositions d'organiser un Forum Social Mondial au Maghreb, en Inde en Amérique du Nord. La multiplication des forums nationaux, régionaux et thématiques démontre la vitalité du processus. Il faut signaler la montée en puissance des forums sociaux locaux (au Brésil, en Belgique, en France, au Québec). Il y a aussi les événements divers qui s'associent au processus. Le CI a noté avec satisfaction la tenue de 33 événements notamment des forums régionaux, nationaux et thématiques sur tous les continents en 2014. Deux semaines après le CI, 42 événements ont été identifiés. Le CI a souligné tout particulièrement l'importance du processus des forums sociaux au Maghreb en 2014, ainsi que du Forum social des peuples (Ottawa, 21-24 août 2014) comme des étapes importantes vers le Forum social mondial à Tunis en mars 2015 et le Forum social mondial à Montréal en août 2016. Les informations régulières sont mises à jour sur le site open-fsm <http://openfsm.net/projects/wsf2012-support/wsf2013-calendar>.

L'AITEC ET SES RESEAUX

Lancement de la campagne « requins » d'ATTAC

Attac lance une campagne offensive contre BNP-Paribas (la banque aux 300 filiales dans les paradis fiscaux), la Société générale (au top pour le financement de projets polluants) et Unilever (qui refuse de lâcher la marque Eléphant aux salariés de Fralib repreneurs de leur entreprise). Pour participer à la campagne, rendez-vous sur le site [Les requins](#)

Lettre ouverte à François Hollande sur la taxe européenne sur les transactions financières

Le 19 février la France et l'Allemagne ont rendu publique leur position commune sur la taxe sur les transactions (TTF, voir [ici](#)) ; Bercy et les banquiers ont tout fait pour en réduire la portée. 283 associations, ONGs et syndicats de 17 pays européens ont interpellé François Hollande et l'ont enjoint à « ne pas céder à la pression du secteur financier » et à mettre en place dès 2015 « une TTF sur toutes les classes d'actifs, pour enrayer la spéculation et financer les enjeux de solidarité nationale, européenne et internationale ».

Pour en savoir plus et pour consulter la lettre cliquez [ici](#)

Université d'Été de la Solidarité Internationale du CRID

Du 2 au 5 juillet prochain À Nantes aura lieu l'UÉSI, qui aura cette année pour thématique les transitions : "Bien vivre ensemble, c'est possible ! Des alternatives pour des transitions solidaires". Pour plus d'informations cliquez [ici](#).

Université d'été d'ATTAC

Le réseau des Attac d'Europe invite ses partenaires ainsi que tou.te.s les actrices et acteurs des luttes et expériences d'Attac à participer à l'Université d'été européenne des mouvements sociaux, qui aura lieu à Paris, en août 2014. Plus d'information [ici](#)

PUBLICATIONS

La terre est à nous ! Pour la fonction sociale du logement et du foncier, résistances et alternatives

Si l'on considérait que le foncier, rural comme urbain, avait une fonction indispensable pour la vie de tout être humain, comme l'eau ou l'air, et que la valeur d'usage serait prioritaire sur la valeur d'échange, nos villes et nos campagnes ne seraient-elles pas différentes ? De nombreux mouvements

sociaux, chercheurs, organisations sociales, autorités locales et nationales et organismes internationaux sont préoccupés par la question de la fonction sociale du foncier et du logement, et ce, dans le monde entier. Il nous faut alors réfléchir à des formes de relation à la terre différentes de la propriété, c'est à dire différentes du droit d'abuser, de spéculer et d'exclure les autres

Grâce à la contribution d'une trentaine d'acteurs, et en partenariat avec Ritimo, ce numéro porte des analyses et des expériences dédiées aux avancées de la fonction sociale du foncier et du logement dans différentes régions du monde Sa particularité tient à l'éclairage mis sur l'alliance possible entre les habitant-e-s et les paysan-ne-s, entre les enjeux ruraux et urbains. Vous trouverez ainsi de nombreuses pistes d'analyse, des points communs, des alternatives et des résistances dans le monde entier. Ce numéro a été édité et coordonné par Charlotte Mathivet, politologue, militante pour le droit au logement et à la ville, en étroite collaboration avec Ritimo.

Vous pouvez télécharger cette publication gratuitement sur le site de de l'Aitec, en français et en anglais. La version en espagnol sera disponible en mars, la publication sera présentée lors du Forum urbain mondial à Medellín en avril 2014. Prix du livre: 10 euros, à commander en envoyant vos chèques à :

Aitec
21 ter rue Voltaire
75011 Paris

Se loger : droit ou privilège ? Dossier spécial d'Altermondes

L'Aitec a participé à la réalisation du dossier spécial d'Altermondes sur le droit au logement. Pour plus d'informations rendez-vous sur le [site d'Altermondes](#).

Pour un mandat Commercial Alternatif de l'Union européenne

Dans la perspective des élections européennes 2014, l'Aitec fait campagne pour une politique commerciale européenne alternative.

Nous publions à cette occasion une brochure intitulée : "Pour un mandat commercial alternatif de l'Union européenne" : et si le commerce était garant de la justice sociale, de la redistribution équitable des richesses et du respect de l'environnement ? Elle synthétise les principes et propositions du document publié par l'Alliance européenne pour un Mandat Commercial Alternatif ([voir ici](#)). Pour en savoir plus et recevoir la version papier, [cliquez ici](#).



CONTACT

N'hésitez pas à nous appeler à l'Aitec au 01 43 71 22 22

A passer au CICP, 21 ter rue Voltaire, 75011, Paris (Métros : Rue des Boulets/Nation/Alexandre Dumas.)

Contact : lala-hakuma.aitec@reseau-ipam.org

Site internet : <http://aitec.reseau-ipam.org>

L'Aitec dispose de plusieurs listes de discussion-diffusion thématiques:

Aitec-urbain

Aitec-Cofi : sur les questions commerciales (OMC, accords de libre échange...) et financières (taxe, G20, IFIs...).

Aitec-lobby

Aitec-services publics

N'hésitez pas à nous demander de vous y inscrire et à y diffuser des informations ou encore à y lancer des débats.

Rédaction : Lala Hakuma Dadci,

Lettre envoyée le 28/02/2014

Contact.aitec@reseau-ipam.org / <http://aitec.reseau-ipam.org>

Lettre d'information de l'Aitec sur les politiques commerciales et les accords d'investissement.
Parution irrégulière.

Pour la recevoir et s'inscrire à la liste de discussion :

<http://reseau-ipam.org/cgi-bin/mailman/listinfo/info-commerce>